



Assemblée générale

Distr. générale
14 octobre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Cinquième Commission

Point 115 e) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres nominations

Nomination des membres du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit

Note du Secrétaire général

1. Comme indiqué dans le document A/66/105 du 15 mars 2011, l'Assemblée générale devra, à sa session en cours, nommer deux personnes de nationalité différente, selon le principe d'une représentation géographique équitable, au vu de leurs qualifications et de leur expérience, afin de pourvoir les sièges devenus vacants au Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit. Les personnes désignées siégeront pour trois ans¹, à compter du 1^{er} janvier 2012.

2. La candidature des personnes suivantes a été proposée par le Gouvernement de leurs pays respectifs en vue de leur nomination ou du renouvellement de leur mandat :

M. J. Christopher Mihm (États-Unis d'Amérique)

M. John F. S. Muwanga (Ouganda)

3. On trouvera ci-après la notice biographique de ces candidats (voir annexe).

¹ Les membres du Comité sont nommés pour trois ans et peuvent être réélus une seule fois pour trois ans.



Annexe

Curriculum vitæ

J. Christopher Mihm (États-Unis d'Amérique)

Expérience professionnelle

Depuis 2004 : Directeur général, Questions stratégiques, Service national de comptabilité des États-Unis (United States Government Accountability Office – GAO). Dirige la conception, l'élaboration et la publication de plus d'une cinquantaine de rapports et attestations du GAO sur des questions diverses, telles que gouvernance, collaboration, évolution du secteur public, planification stratégique et mesure des résultats, budget de l'État, gestion du capital humain, questions intergouvernementales, politique de réglementation, et politique et administration fiscales fédérales. Le service chargé des questions stratégiques emploie une équipe polyvalente et multidisciplinaire d'environ 170 personnes dans quatre bureaux – Washington, Atlanta, Boston et San Francisco. Les économies réalisées grâce aux travaux du service se chiffrent à plusieurs milliards de dollars, à quoi s'ajoutent des centaines de résultats non financiers.

Principales fonctions assurées à ce titre :

- Direction du programme « High Risk » du GAO, qui recense les opérations et programmes fédéraux les plus exposés aux risques de gaspillage, de fraude, d'abus ou d'irrégularités de gestion, et évaluation et suivi des mesures prises pour réduire ces risques;
- Encadrement du suivi, de l'évaluation et du contrôle interne de l'application de la loi dite *American Recovery and Reinvestment Act*, qui a alloué plus de 250 milliards de dollars au titre des dépenses engagées par les États et les administrations locales. Le travail accompli par plusieurs centaines de membres du personnel du GAO dans 17 États en 2009 et 2010 a permis d'améliorer les résultats, de renforcer les contrôles internes et d'améliorer la qualité des rapports présentés.

Expérience internationale en matière de contrôle et d'audit :

- Depuis 2010 : représentant du GAO auprès du groupe de travail sur la crise financière mondiale créé par l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques afin de réfléchir à la manière dont les institutions de contrôle des finances publiques pourraient faire en sorte que les autorités nationales prennent des mesures appropriées pendant une crise financière et immédiatement après;
- Membre de la délégation américaine au dix-neuvième Congrès international des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, tenu en 2007 à Mexico. Auteur principal et négociateur, pour le compte des États-Unis, des accords et des recommandations adoptés concernant les systèmes d'évaluation des résultats au moyen d'indicateurs clefs (« Performance Assessment Systems Based on Key Indicators »).

1997-2004 : Directeur, Questions stratégiques, Service national de comptabilité des États-Unis. A dirigé les travaux du GAO sur la gestion axée sur les résultats, notamment la mise en œuvre de la loi de 1993 dite *Government Performance and Results Act* (GPRA), la gestion stratégique du capital humain, la transformation interne des organisations et les questions connexes de gestion et de gouvernance dans le secteur public. Souvent appelé à faire des dépositions devant le Congrès sur l'administration et la gouvernance publiques et auteur principal de nombreux rapports présentés au Congrès.

Expérience internationale en matière de contrôle et d'audit :

- Membre de la délégation américaine au dix-septième Congrès international des institutions supérieures de contrôle des finances publiques, tenu en 2001 à Séoul. Auteur principal et négociateur, pour le compte des États-Unis, des accords et des recommandations adoptés concernant les contributions des institutions supérieures de contrôle des finances publiques aux réformes administratives et gouvernementales (« The Contributions of Supreme Audit Institutions to Administrative and Government Reforms »).

1983-1997 : postes d'encadrement et de direction au GAO. Auteur de nombreux rapports et dépositions faites devant le Congrès au nom du GAO, sur la gestion de l'État fédéral, la loi GPRA, le Recensement décennal et la municipalité du District of Columbia. Auteur principal de nombreux rapports du GAO, notamment *Executive Guide: Effectively Implementing the Government Performance and Results Act* (1996) et *The Government Performance and Results Act: 1997 Governmentwide Implementation Will Be Uneven* (1997).

Autres activités professionnelles

Membre de la National Academy of Public Administration depuis 2001. Président du Conseil d'administration de la National Academy of Public Administration de 2008 à 2010; membre du Conseil d'administration de 2005 à 2011; Président du groupe chargé du projet « Achieving Green and Health Homes and Communities in America: A Report Following the National Dialogue on Green and Healthy Homes », mars 2011; Président de la Réunion annuelle, 1997; Président de groupe d'experts, The Performance Consortium, de 1997 à 1999

Chargé de cours, University of Maryland School of Public Policy. Cours universitaire de troisième cycle sur la gestion des résultats, 2011

Spécialiste des questions d'audit de performance, de gouvernance et de gestion des résultats pour un projet de la Banque mondiale en collaboration avec la Fédération de Russie, Moscou, mars 2011

Membre du Conseil d'administration de la publication *The Public Manager* depuis 2010 et membre du Comité de rédaction depuis 2011

Fréquentes interventions à des conférences nationales sur l'audit de performance, la gestion des risques, la gouvernance et la gestion axée sur les résultats, et nombreux entretiens accordés à la presse écrite et électronique sur ces questions et d'autres questions connexes

Professeur invité pour des cours universitaires sur la gestion publique dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur, parmi lesquels la Maxwell School et Syracuse University

Publications extérieures au GAO

« Virtual Reorganization: Results Mapping and Collaboration », *The Public Manager*, été 2011

« Commentary on *The Obama Administration and PBB: Building on the Legacy of Federal Performance-Informed Budgeting?* », Phil Joyce, *Public Administration Review*, vol. 71, n° 3, mai-juin 2011

« Expanded Visions and Tool Kits for Today's Growing Governance Challenges, A Review of *Strategic Public Management: Best Practices from Government and Nonprofit Organizations* », publication dirigée par Howard R. Balanoff et Warren Master, *The Public Manager*, printemps 2011

« Conversations with Leaders », entretien transcrit dans *The Business of Government*, IBM Center for the Business of Government, automne/hiver 2008

« Theory to Practice Commentary on Fernandez and Rainey: Managing Successful Organizational Change in the Public Sector: An Agenda for Research and Practice », *Public Administration Review* (version électronique), mars/avril 2006

« Beyond Plans, Promises, and Good Intentions: Instilling Results-Oriented Management in Federal Agencies », dans *Meeting the Challenges of Performance-Oriented Government*, publication dirigée par Kathryn Newcomer *et al.*, The American Society for Public Administration/Center for Accountability and Performance, 2002

« Implementing GPRA: Progress and Challenges », dans *Quicker, Better, Cheaper*, publication dirigée par Dall W. Forsythe, Rockefeller Institute Press, 2001

« Getting Ready for Performance Reporting », *The Public Manager*, automne 1999

« Improving the Usefulness of Annual Performance Plans », *The Public Manager*, automne 1998

« Next Steps to Implementing the *Results Act* », *The Public Manager*, automne 1997

« GPRA and the New Dialogue », *The Public Manager*, hiver 1995-96

« *The Government Performance and Results Act: A Framework for Results-Oriented Management* », *OPM Message to the SES*, août 1994

« The Decennial Census: An Agenda for Change », *Journal of Government Information*, vol. 21, n° 1, 1994

Études

1981 : licence en théorie politique, Georgetown University, *magna cum laude*

1981-1983 : University of Virginia, bourse d'études supérieures en théorie politique de la Thomas Jefferson Foundation

Distinctions

GAO-United States Corps of Engineers (Corps de génie de l'armée américaine), Section Blacks in Government, Managing for Excellence Award (prix d'excellence en gestion), 2007

Harry Hatry Distinguished Performance Measurement Practice Award (prix des meilleures pratiques en matière de mesure des résultats), Center for Accountability and Performance, American Society for Public Administration, mars 2003

Elmer B. Staats Award, American Society for Public Administration, secteur de la capitale nationale, 1998

Alva and Gunnar Myrdal Award pour services rendus à l'État, American Evaluation Association, 1998

Arthur S. Flemming Award, 1994

Nombreuses distinctions décernées par le GAO

John F. S. Muwanga (Ouganda)

Qualifications professionnelles :	Membre de l'Association des experts-comptables du Royaume-Uni (Association of Chartered Certified Accountants) Membre de l'Institut des experts-comptables de l'Ouganda (Institute of Certified Public Accountants of Uganda) Expert-comptable (Ouganda)
Diplômes :	Maîtrise de comptabilité Université de Glamorgan (Pays de Galles, Royaume-Uni)
Poste actuel :	Vérificateur général des comptes de l'Ouganda

Principales réalisations professionnelles

Titulaire d'un diplôme d'expert-comptable obtenu en Grande-Bretagne, M. Muwanga a été recruté par le bureau de Londres de la société Coopers & Lybrand (aujourd'hui PriceWaterhouseCoopers) en février 1980. Il a acquis une vaste expérience internationale et régionale auprès des bureaux de la société à Londres (deux ans et demi), en Zambie (sept ans) et à Lilongwe au Malawi (trois ans). Associé chez Coopers & Lybrand de 1987 à 1994, alors qu'il était attaché aux bureaux de la Zambie et du Malawi, il a essentiellement assumé des fonctions d'encadrement technique en matière d'audit, de secrétariat général et de fiscalité pour le compte d'entreprises publiques et privées, parmi lesquelles des établissements financiers, des exploitations agricoles, des entreprises paraétatiques, des sociétés multinationales et des entreprises locales de services ou du secteur manufacturier. M. Muwanga était responsable de la mise à niveau des compétences professionnelles, techniques et d'encadrement des cadres supérieurs et de l'élaboration de normes propres à garantir le caractère professionnel des prestations. De retour en Ouganda en 1994, il a été engagé comme consultant pour un projet de la Banque mondiale, puis a été détaché auprès du Trésor public de l'Ouganda, ce qui lui a permis d'élargir son expérience aux disciplines et compétences comptables auxquelles il est fait appel dans l'administration centrale et les collectivités locales. En tant que consultant pour le projet de la Banque mondiale depuis 1994, M. Muwanga a occupé des postes opérationnels au sein du Gouvernement et géré le portefeuille de la Direction des comptes; il a également représenté l'Ouganda sur la scène internationale en qualité de Trésorier payeur général. M. Muwanga a exercé les fonctions de Vérificateur général des comptes de la République de l'Ouganda de janvier 2001 à mai 2006. De juillet 2006 à mai 2007, il a été Directeur adjoint du Secrétariat de l'initiative Dépenses publiques et responsabilité financière (Public Expenditure and Financial Accountability), dont le siège se trouve à Washington. Il est redevenu Vérificateur général des comptes de l'Ouganda en juillet 2007, poste qu'il continue d'occuper à ce jour.

M. Muwanga a été membre de nombreux comités et commissions, notamment la Commission administrative et budgétaire de la Cour internationale de Justice, à La Haye, de 2003 à 2006, et l'Institut des experts-comptables de l'Ouganda. Il est

membre du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit de l'ONU, un groupe d'experts chargé de fournir des services consultatifs à l'Assemblée générale. M. Muwanga est également membre du Groupe consultatif multilatéral pour les questions d'audit de la Banque mondiale et du Comité du secteur public de l'Association des experts-comptables du Royaume-Uni (Association of Chartered Certified Accountants-ACCA), et Vice-Président de l'Organisation africaine des institutions supérieures de contrôle des finances publiques – pays anglophones.

Expérience professionnelle

Janvier 2001-mai 2006 : Vérificateur général des comptes
et juillet 2007 à ce jour Bureau du Vérificateur général des comptes
Ouganda

Depuis le 1^{er} janvier 2001, M. Muwanga, en tant que Vérificateur général des comptes, a pour principale responsabilité de veiller à l'application de l'article 163 de la Constitution ougandaise, qui stipule que les comptes de l'État et ceux de tous les organismes publics – tribunaux, administration centrale et collectivités locales, universités, entreprises publiques et tout organisme créé en vertu d'une loi – doivent être vérifiés par le Vérificateur général des comptes et faire l'objet d'un rapport annuel au Parlement. Le Vérificateur général des comptes, dont la fonction est prévue par la Constitution, est nommé par le Président de la République, avec l'assentiment du Parlement.

Juillet 2006-juin 2007 : Directeur adjoint
Dépenses publiques et responsabilité
financière
Secrétariat

En juillet 2006, M. Muwanga a été nommé Directeur adjoint du Secrétariat de l'initiative Dépenses publiques et responsabilité financière (Public Expenditure and Financial Accountability-PEFA) à la Banque mondiale, à Washington. Le Secrétariat assure la mise en application du Cadre de mesure de la performance de la gestion des finances publiques, qui a été mis au point par un groupe de bailleurs de fonds comprenant la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Commission européenne, le Ministère du développement international du Royaume-Uni, le Secrétariat d'État aux affaires économiques de la Suisse, le Ministère français des affaires étrangères, le Ministère des affaires étrangères du Royaume de Norvège et le Partenariat stratégique avec l'Afrique.

Novembre 1994-31 décembre 2000 : Conseiller en audit interne
Commissaire/administrateur du Trésor
chargé des comptes
Directeur des comptes
Ministère des finances, de la planification
et du développement économique

En octobre 1994, M. Muwanga a été recruté comme conseiller en audit interne auprès du Ministère des finances, de la planification et du développement économique pour un projet gouvernemental de gestion économique et financière

financé par la Banque mondiale (crédit IDA n° 2418-UG). Il était chargé d'établir le service d'audit interne du Gouvernement, à savoir élaborer son mandat, déterminer la composition de son personnel, arrêter les définitions d'emploi puis sélectionner le personnel; et élaborer les grandes lignes d'un manuel d'audit interne.

En mars 1996 (toujours dans le cadre du projet de la Banque mondiale), M. Muwanga a été réaffecté au poste de Commissaire/Administrateur du Trésor chargé des comptes. À ce titre, il faisait rapport au Secrétaire permanent/Secrétaire au Trésor et veillait au contrôle et à la bonne gestion des finances de l'Ouganda, en assurant leur conformité avec les règles constitutionnelles et la loi relative aux finances publiques.

En septembre 1998 (toujours dans le cadre du projet de la Banque mondiale), M. Muwanga a été nommé Directeur des comptes, dans le ministère restructuré, et a été chargé de représenter l'Ouganda dans les instances internationales en tant que Trésorier payeur général. La Direction des comptes comprend trois sections : Audit interne, Inspection du Trésor et Comptes du Trésor.

Novembre 1993-août 1994 : Consultant en gestion (audit)/associé
Coopers & Lybrand, Lusaka

Encadrement technique en matière d'audit (en tant qu'associé responsable de mission), notamment pour le compte de Zambia Railways, Zambia National Building Society, African Commercial Bank Limited, Zambia National Commercial Bank et Chibote Meat Corporation Limited. Les recettes annuelles brutes de Zambia Railways s'élevaient à plus de 25 millions de dollars selon les derniers états financiers, et l'actif immobilisé à plus de 26 millions de dollars (1 dollar des États-Unis = 700 kwacha gambiens). Parmi les entités auditées recevant une aide de l'étranger et de divers donateurs figuraient la Zambia Federation of Employers, la United Church of Zambia et divers projets de la University of Zambia.

Juin 1990-juillet 1993 : Associé local
Coopers & Lybrand, Lilongwe (Malawi)

Encadrement technique

Encadrement technique en matière d'audit, de secrétariat et de fiscalité d'entreprise. Parmi les clients importants figuraient : Investment Trade and Management Corporation (I.T.M.), dont le chiffre d'affaires s'élevait à plus de 54 millions de kwacha malawiens (MK), Lilongwe Water Board (entreprise publique de services collectifs dont l'actif se montait à plus de 187 millions de MK), Maltraco Limited (filiale d'I.T.M. spécialisée dans la distribution de matériel de terrassement et de poids lourds) et WJ & RL Gulliver (entreprise de construction de routes et de bâtiments). (7 kwacha malawiens environ pour 1 dollar des États-Unis – juin 1993)

Fiscalité

Dans ce domaine, M. Muwanga était chargé d'examiner les calculs de l'impôt sur le revenu et les déclarations de revenus réalisés pour le compte de clients et de se mettre en rapport avec le fisc pour obtenir les montants de l'impôt approuvés. Il

En tant qu'associé non spécialisé, M. Muwanga effectuait des travaux dans les domaines suivants : audit, fiscalité, secrétariat d'entreprise et conseils généraux aux entreprises. Ses responsabilités ayant été accrues, M. Muwanga a été chargé de revoir le rôle de l'entreprise en matière de comptabilité et de secrétariat de manière à ce qu'elle offre des services financiers élargis, dans le cadre d'un département qui a été rebaptisé Business Services Group.

Août 1983-mai 1987 : Vérificateur principal
 Superviseur d'audit
 Assistant spécial auprès de l'associé principal
 Coopers & Lybrand
 Lusaka

Fonctions

Audits

Dans ce domaine, M. Muwanga était chargé de vérifier les comptes d'entreprises privées et paraétatiques, dans les secteurs d'activité suivants : industrie manufacturière, vente au détail et en gros, bâtiment, agriculture, transport de marchandises, établissements religieux, hôtellerie et services financiers.

Principaux clients : Intercontinental Hotel Corporation Limited, Zambia National Provident Fund, Zambia National Wholesale and Marketing Company Limited, Contract Haulage, Premium Oil Industries, Zambia National Commercial Bank.

Assistant spécial auprès de l'associé principal

À ce titre, M. Muwanga était essentiellement chargé des nouveaux clients et des clients potentiels. Son travail consistait à rassembler et analyser des données et à établir des rapports financiers (évaluation des actions, prévisions de trésorerie, évaluation de projets/opérations commerciales, liaison avec les établissements financiers).

Février 1980-novembre 1982 : Semi-Senior
 Senior
 Coopers & Lybrand, Londres

En tant que membre d'une équipe du Business Services Group au bureau de Londres, M. Muwanga était chargé de diverses tâches, notamment : audits; investigations; établissement de comptes légaux et de comptes de gestion; secrétariat d'entreprise; et établissement de rapports financiers.

Autres activités

Membre du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit de l'ONU, 1^{er} janvier 2008 à ce jour

Membre de la Commission administrative et budgétaire de la Cour internationale de Justice, à La Haye, 2003-2006

Membre de droit du conseil d'administration de l'Institut des experts-comptables de l'Ouganda (Institute of Certified Public Accountants of Uganda), 1996 à ce jour

Administrateur non dirigeant de la Uganda Cooperative Bank de 1996 à 1998, et
Président du Sous-Comité d'audit du conseil d'administration

Membre du Rotary Club de Lilongwe, 1992-1993

Trésorier honoraire de la District Chamber of Commerce and Industry de Kitwe
(Zambie), 1987 et 1988

Membre du Comité exécutif de la Chartered Association of Certified Accountants
(antenne de la Zambie), 1987
